

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Préfecture  
Direction de la Réglementation et de l'Environnement  
Bureau de l'Environnement et des Installations  
Classées  
Affaire suivie par M. LANDAIS  
Tél 01 40 97 23  
Fax : 01.40.97.23.54  
Dossier 31792 LR+AR

NANTERRE, le 17 avril 2014

Monsieur le Directeur,

L'inspection des installations classées a procédé le 14 mars 2014, à une visite de votre centre de transit de déchets situé au 18, route du bassin n°6 à Gennevilliers dont le thème principal portait sur la vérification des actions correctives mises en oeuvre depuis la précédente visite du 13 juin 2013.

Vous avez reçu de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et de l'Environnement, une copie du rapport établi le 17 mars 2014 à la suite de cette visite.

Il constate l'existence d'une non-conformité notable qui fait l'objet de mon arrêté de mise en demeure du 10 avril 2014 dont vous trouverez ci-joint une copie.

En ce qui concerne les remarques mentionnées ci-dessous et détaillées dans les fiches de visite d'inspection annexées au présent rapport dont vous trouverez copie ci-jointe, je vous demande de m'apporter les éléments justifiant de l'accomplissement des mesures correctives nécessaires et des compléments à apporter à votre dossier, dans un délai ne dépassant pas **1 mois** :

- Remarque 3 :

Il vous appartient de me transmettre le rapport d'intervention relatif au contrôle de l'installation d'extinction automatique afin de justifier de la bonne réalisation de cette vérification annuelle,

- Remarque 4 :

Il convient de compléter votre dossier de demande d'autorisation de mélange de déchets par la description des opérations exercées au titre des opérations de mélange au regard des meilleures techniques disponibles, en particulier celles du BREF traitement de déchets ainsi que les mesures envisagées pour limiter les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 conformément à mon courrier du 5 juillet 2013 et du 5 mars 2014.

Je vous rappelle que conformément aux dispositions de l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement et de son décret d'application n°2011-1934 du 22 décembre 2011, toute opération de mélange de déchets dangereux de catégories différentes, de mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et de mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, est soumise à autorisation par arrêté préfectoral.

A ce jour, votre site n'est pas autorisé à effectuer ces opérations. L'instruction de la demande d'autorisation que vous avez déposée le 29 juin 2012 ne pourra être finalisée qu'après réception des compléments demandés.

Enfin, je vous serais obligé de bien vouloir répondre aux autres demandes qui ont été formulées par l'inspecteur des installations classées, à savoir :

- mettre à jour le plan des réseaux, à minima pour le réseau de récupération des eaux de toiture de l'auvent (non-conformité 1) ;
- formaliser le carnet de bord prévu par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et mettre en place une organisation afin de relever de manière périodique les impacts éventuels de coups de foudre, conformément aux recommandations de l'étude technique et analyse risque foudre (remarque 1) ;
- déterminer le seuil du niveau de la Seine à partir duquel les différentes actions de mise en sécurité du site sont engagées en cas d'inondation. Ce seuil d'alerte doit être déterminé au regard des niveaux d'eaux susceptibles d'impacter le site et des délais prévisibles de mise en sécurité des installations (remarque 2) ;
- assurer que les déchets reçus sur site seront traités dans un délai maximal de 180 jours à compter de leur arrivée sur le site conformément à la condition 12-3-4-7 de mon arrêté du 26 novembre 2003 (remarque 6) ;
- transmettre semestriellement les résultats des mesures des rejets atmosphériques à l'inspection des installations classées conformément aux conditions 6-8-1 et 6-8-2 de mon arrêté du 26 novembre 2003 (remarque 7).

La mise en œuvre de l'ensemble de ces demandes pourra faire l'objet de contrôles lors d'une prochaine visite d'inspection.

Enfin, je vous précise que les éléments de réponse et les mesures correctives que vous avez déjà mises en œuvre, me permettent de considérer que vous avez répondu à mon arrêté de mise en demeure du 5 juillet 2013.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général



Christian POUGET

Monsieur Noël RECHER  
Directeur de la Société SITA REKEM  
54, rue Pierre Curie  
BP 120  
78370 PLAISIR